

P. 6 Grand format
Une nouvelle plateforme
Colissimo au sud
de Rouen en 2024

P. 8 D'intérêt général
Le nouveau contrat
de présence postale
territoriale 2023-2025

P. 14 Traits d'union
Bien vieillir à domicile,
une réalité pour
200 seniors de l'Eure



postéo

NORMANDIE



The image shows a woman with glasses and a blue hoodie sitting at a table with a floral tablecloth. A La Poste employee, wearing a blue uniform with 'LA POSTE' on the back, is pointing at a tablet computer. The tablet screen displays a website interface. The background shows a dining area with a yellow vase and a red chair.

le billet de...



Valérie Radix, déléguée régionale du groupe La Poste en Normandie

Depuis 2008, un contrat de présence postale territoriale unit l'État, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF) et le groupe La Poste. Cet engagement tripartite, renouvelé tous les trois ans, encadre la mission d'aménagement du territoire de La Poste et l'adaptation de son réseau. Le contrat 2020-2022 avait notamment mis l'accent sur l'inclusion et la médiation numérique, et l'accessibilité aux services postaux.

En fin d'année dernière, les réunions « Tous Partenaires », auxquelles vous avez répondu présents en nombre, ont permis de mesurer le chemin parcouru. Avec l'appui de chaque Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT), de nombreux projets ont abouti. Des espaces d'accueil en agence postale ont été modernisés. De nouveaux points de contact, permanents ou saisonniers, ont également vu le jour en mutualisant notre offre avec celles de partenaires publics ou privés.

17% des Français déclarent ne pas avoir accès à Internet ou ne pas savoir utiliser les outils numériques (1). Un chiffre qui culmine à 53% pour les plus de 75 ans. Depuis la première vague de déploiement, en 2020, 85 La Poste agences communales (LPAC) et intercommunales de notre région sont aujourd'hui dotées d'îlots numériques en libre accès. Associés aux ateliers sur le digital organisés avec nos partenaires du monde associatif, ils contribuent efficacement à réduire cette fracture.

Le nouveau contrat de présence postale pour la période 2023-2025 a été dévoilé le 15 février. Les axes retenus, synthétisés dans les pages centrales de votre magazine Postéo, s'inscrivent dans la continuité. La modernisation du réseau, la création de points de contact mutualisés et l'accompagnement des clientèles en situation de fragilité resteront des priorités. Une nouveauté notable toutefois : une plus grande latitude donnée aux CDPPT dans l'utilisation du fonds de péréquation.

(1) Source : étude de l'Insee de 2019.

NORMANDIE

Facteur de fierté

1 000

élèves accompagnés en France par autant de parrains, postiers et retraités du groupe La Poste, dans le cadre de L'Envol, qui a fêté ses 10 ans fin 2022.



HÉROÏQUES

Les Postiers de l'année

Ils sont facteurs, factrices, chargé(e)s de clientèle, responsables d'équipe... Ils ont porté secours à leur collègue, à un inconnu. Ils sont allés sur le front des incendies en tant que pompiers volontaires ou ont convoyé de l'aide humanitaire pour l'Ukraine. D'autres sont investis dans le monde sportif ou associatif. Tous incarnent les valeurs de solidarité et d'engagement au service de la citoyenneté. Cette année encore, La Poste a voulu rendre hommage à 32 héros de la proximité à travers son dispositif des Postiers de l'année. Dans la région, Chérine Jemili (responsable exploitation service client) s'est particulièrement illustrée et a été photographiée par de jeunes photographes des Gobelins, l'école de l'image (Paris). Un partenariat inédit qui souligne l'engagement de La Poste en faveur de la jeunesse.



POUR DÉCOUVRIR LES TÉMOIGNAGES DES POSTIERS DE L'ANNÉE SCANNEZ LE QR CODE



PARRAINAGE

Promouvoir l'égalité des chances

Depuis l'été 2022, Mélyana Lalan (à gauche sur la photo), en deuxième année de bac pro à Caen, dans le Calvados, bénéficie du parrainage d'une postière dans le cadre de L'Envol. Créé en 2012, ce programme de mécénat de La Banque Postale, soutenu par l'Éducation nationale, accompagne des élèves talentueux issus de milieux modestes. Mélyana a été recommandée pour intégrer L'Envol par ses professeurs, qui ont identifié chez elle un potentiel à développer. À terme, le rêve de cette étudiante de 16 ans est de fonder son propre atelier de couture. « Participer à la réussite de quelqu'un est une belle récompense, explique Sanae El Mouhidi (à droite sur la photo), conseillère clientèle au bureau de poste d'Ifs et marraine de Mélyana. C'est aussi valorisant de pouvoir s'investir dans l'égalité des chances au sein de son entreprise. »



POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE



NORMANDIE

Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Normandie. Directrice de la publication : Valérie Radix. Directrice de la rédaction : Madeleine Bailliet. Rédacteur en chef : Fabrice Chavalard. Secrétaire de rédaction : Catherine Legrand. Contributions : Catherine Legrand. Crédits photo : Ezai Swinn, Marguerite Besombes, Gilles Havard, A26 Architectures, Adobe Stock, Frédéric Grimaud, Catherine Legrand, médiathèque du groupe La Poste. Pages nationales - Directrice de la publication : Marie-Aude Dubanchet. Directrice de la rédaction : Fabienne Rougeot. Rédactrice en chef : Aurélie Dehecq. Crédits photo : Xavier Cadoret, Romuald Meigneux, médiathèque du groupe La Poste, DR. Mentions légales La Poste. Conception et réalisation : HAVAS PARIS. Imprimerie : Gutenberg Networks. Imprimé en France. Dépôt légal : mars 2023. Ce magazine est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte.



Chiffre clé**65%**

des collectivités considèrent que les nouveaux usages des données auront un impact sur la gestion de leurs services (source : note de conjoncture).



CYBERSÉCURITÉ

Protection des données

Fin 2022, à Rouen, le groupe La Poste a organisé une matinée sur la cybersécurité. Au programme : des interventions sur l'évolution des méthodes des hackers, les risques et les solutions pour se protéger. « Pour La Poste, tiers de confiance numérique, la cybersécurité revêt une importance majeure, a déclaré Valérie Radix, déléguée régionale du groupe La Poste en Normandie. La sensibilisation est la première étape pour enclencher les actions qui permettront à chacun de se protéger. » Cette présentation fait écho à la diffusion de la note « Data, intelligence artificielle et cybersécurité dans les territoires ». Coécrit par le groupe La Poste et la Banque des Territoires, ce manuel dresse un état des lieux et propose des pistes de réflexion aux acteurs en région sur l'exploitation des données.



INCLUSION

Des seniors formés au digital

Quatre communes de l'Orne (Bazoches-au-Houlme, Bazoches-sur-Hoëne, Ménil-Hubert-sur-Orne et Saint-Maurice-lès-Charencey), toutes dotées d'une La Poste agence communale avec îlot numérique, ont organisé une formation sur les nouvelles technologies. Centré sur l'apprentissage des outils digitaux et la réalisation de démarches en ligne, ce programme s'est déroulé sur 10 séances entre octobre et décembre 2022. Au total, 31 stagiaires de 70 ans d'âge moyen ont suivi ces ateliers financés par la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) de l'Orne via le fonds de péréquation et animés par des intervenants de La Boîte aux Lettres. Cette association alençonnaise, qui a fêté ses trente ans d'existence l'an dernier, agit activement au quotidien contre l'illettrisme et l'illectronisme.

854**Chiffre clé**

points de contact La Poste en Normandie à la fin de l'année 2022. 478 partenariats : 183 La Poste relais commerçants et 295 La Poste agences communales.



PARTENARIAT

Îlot numérique en agence postale

La Poste agence intercommunale du Plessis-Grimoult (commune déléguée des Monts-d'Aunay), dans le Calvados, dispose d'un îlot numérique dans son espace public depuis l'été dernier. Composé d'un ordinateur et d'une imprimante-scan, cet équipement en libre-service offre aux habitants un accès sur les sites de La Poste et de La Banque Postale et sur ceux d'opérateurs institutionnels partenaires (CAF, CPAM, Carsat, MSA, GRDF et Pôle emploi). Le projet a été mené de concert par le groupe La Poste et la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) du Calvados, qui en a assuré le financement via le fonds de péréquation. À la fin 2022, en région Normandie, on recensait 85 La Poste agences communales et intercommunales pourvues d'un îlot numérique.



MAILLAGE

Nouveau point de contact dans l'Orne

Un nouveau La Poste relais a ouvert ses portes à Tanville, une commune de l'Orne située dans une zone blanche au cœur de la forêt d'Écouves. Présente le 26 janvier, jour de son inauguration, Sophie Douvry, présidente de la Commission départementale de présence postale territoriale (à gauche sur la photo), explique : « Cet espace multiservice est installé dans l'ancienne école, qui a été réhabilitée. En plus des services de La Poste, il regroupe une épicerie, un bar-restaurant, un tiers-lieu numérique et culturel et un service de location de vélos. » Avec ce nouveau point de contact ouvert 6 jours sur 7, les habitants peuvent réaliser des opérations courantes (affranchissement, dépôt et retrait d'objet, dépannage financier) sans avoir à se déplacer jusqu'à Sées, distante de 15 kilomètres.



Une nouvelle plateforme Colissimo au sud de Rouen en 2024

Afin d'accompagner la croissance de l'e-commerce, La Poste ouvrira à l'automne 2024 la nouvelle plateforme Colissimo Normandie à Grand-Couronne, en Seine-Maritime.

Situé à proximité des principaux axes routiers en périphérie rouennaise, ce centre assurera une activité de tri pour la région et le territoire national et la livraison de colis sur une partie de la Métropole Rouen Normandie. Elle remplacera l'actuel site de Val-de-Reuil, dans l'Eure. Chaque jour, entre 10 000 et 14 000 colis seront livrés depuis cette plateforme, qui disposera d'un outil industriel de dernière génération dont une machine de tri capable de traiter 17 000 colis par heure, près de 5 fois plus que l'équipement actuel. Le nouveau bâtiment sera doté de panneaux solaires et de bornes électriques pour les véhicules de livraison et ceux du personnel. La gestion des consommations d'énergie sera optimisée et l'isolation renforcée.

C.R.A.N.D.
C.F.O.R.M.A.T



« La nouvelle plateforme est une opportunité d'accéder à des métiers enrichis et à de nouvelles perspectives d'évolution pour les collaborateurs. Un dispositif de formation et d'accompagnement aux nouveaux métiers leur sera offert. Les conditions de travail seront repensées pour limiter la pénibilité et les troubles musculo-squelettiques. Des matériels d'aide à la manutention conçus pour La Poste faciliteront le déchargement des camions. Nous mettons un point d'honneur à ce que les collaborateurs soient acteurs du projet. Ils participeront, sur la base du volontariat, à des groupes de travail sur le covoiturage, les modes opératoires et l'aménagement des zones de production et de convivialité. La centralisation de l'activité colis sur ce site, où 220 personnes travailleront, n'entraînera aucune suppression de poste. »

Fanny Paris,
responsable des ressources humaines de la future plateforme Colissimo Normandie

« Le transport des colis sera optimisé grâce à de nouveaux matériels et process correspondant aux derniers standards logistiques mondiaux. Ils permettront d'optimiser le chargement des camions en emportant en moyenne 30% de colis en plus par rapport à une semi-remorque. La mise en place de la plateforme Colissimo Normandie permettra de réduire très significativement les émissions de CO₂ grâce à la suppression des 3 000 trajets annuels en poids lourds qui traversent la Métropole Rouen Normandie pour relier le site de l'ancienne plateforme aux 2 agences de distribution. Ces dernières seront localisées dans la nouvelle plateforme et la réduction des trajets en poids lourds sera de 18 000 kilomètres par an vers Caen et de 6 000 kilomètres par an vers Cherbourg. »

Matei Gulea,
directeur d'établissement plateforme Colissimo de Val-de-Reuil, chef de projet de la plateforme Colissimo Normandie



Le futur bâtiment de **18 000 m²** sera construit sur un terrain de 12 hectares pour un investissement de 35 millions d'euros.

Vue aérienne de la future plateforme Colissimo de Grand-Couronne.



Nouveau contrat de présence postale : des engagements forts pour les territoires

Le sixième contrat de présence postale territoriale a été signé le 15 février dernier par l'État, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité et La Poste. Il fixe, pour 2023-2025, les grandes orientations de la présence postale et de son pilotage local, et il comporte des avancées importantes pour les territoires.

Depuis la signature du premier contrat de présence postale territoriale en 2008, plus de 2,4 milliards d'euros ont été investis dans les territoires pour adapter et moderniser la présence postale et pour accompagner les clientèles les plus vulnérables. Le nouveau contrat prévoit, pour la période 2023-2025, un montant maximal de 531 millions d'euros au fonds postal national de péréquation territoriale et est structuré autour de quatre priorités.

Plus de mutualisation

Pour concilier baisse de fréquentation et égal accès de tous aux services publics, les signataires ont acté l'approfondissement et le développement de la mutualisation avec des partenaires publics ou privés. Des progrès importants ont déjà été faits en matière de partenariats avec les collectivités territoriales et les commerçants. Ces

partenariats ont prouvé leur efficacité, et il importe désormais de changer d'échelle et d'innover.

Un financement préservé

Le fonds de péréquation territoriale, qui compense le coût pour La Poste de sa mission d'aménagement du territoire, est maintenu à 174 millions d'euros par an. Une enveloppe complémentaire optionnelle de 3 millions est créée en cas de dépenses indues que La Poste aurait à assumer. La répartition de ces crédits favorisera les territoires qui en ont le plus besoin : zones rurales, quartiers prioritaires de la politique de la ville, départements et régions d'outre-mer (Drom), zones de montagne.

Une qualité de service améliorée

La Poste s'engage à maîtriser et à réduire les fermetures inopinées et propose un

plan ambitieux d'ouvertures estivales. Les formes de présence postale et les La Poste agences communales seront ouvertes au moins 12 heures par semaine. Preuve de l'attention portée aux clients, La Poste ouvrira dans les prochains mois 1 000 bureaux de poste supplémentaires les samedis ou les jours de marché.

Une gouvernance locale plus agile, aux responsabilités accrues

L'évolution des règles de gouvernance prévue par le nouveau contrat a pour objectif de permettre un fonctionnement plus efficace des Commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT). Davantage de responsabilités et de libertés de manœuvre sont données aux CDPPT. Celles-ci pourront arbitrer directement sur l'éligibilité de certaines dépenses, sans saisir l'Observatoire national de la présence postale (ONPP). Leur rôle dépassera le seul vote pour analyser la pertinence des investissements numériques de leur département par des bilans quantitatifs et qualitatifs.

L'inclusion numérique, une priorité réaffirmée



Priorité du nouveau contrat de présence postale territoriale, l'inclusion numérique faisait déjà l'objet de nombreuses actions financées par les CDPPT. Par exemple, dans le cadre du précédent contrat, le département de l'Orne a mené plusieurs projets, comme :

- l'installation d'îlots numériques offrant un accès à Internet et permettant aussi de scanner ou d'imprimer des documents. 50 % des La Poste agences communales ornaïses sont d'ailleurs dotées de ces îlots;
- l'accompagnement d'habitants – des personnes d'un certain âge, souvent dépourvues de matériel, mais aussi des jeunes, à l'aise avec leur smartphone mais pouvant rencontrer des difficultés à réaliser des démarches en ligne – par les postiers afin qu'ils s'approprient ces outils numériques;
- des formations au numérique, comme l'illustre en 2022 le partenariat avec l'association La Boîte aux lettres dans quatre communes rurales dotées d'une La Poste agence communale équipée d'îlots numériques;
- la création, à Tanville, dans une zone blanche, d'un tiers-lieu numérique et culturel au sein d'un La Poste relais qui a ouvert dans une ancienne école réhabilitée.



La citation

“ ”

« Avec ce nouveau contrat, nous répondons à un certain nombre de demandes, comme l'ouverture des bureaux de poste le samedi ou les jours de marché, et à la préoccupation des fermetures intempestives. »

Philippe Wahl,
président-directeur général
du groupe La Poste



POUR EN SAVOIR PLUS
SUR LE SIXIÈME CONTRAT
DE PRÉSENCE POSTALE
TERRITORIALE
SCANNEZ LE QR CODE

LES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DE LA DOTATION DU FONDS POSTAL NATIONAL DE PÉREQUATION TERRITORIALE

Sont concernés par la dotation de 177 millions d'euros par an...

Les France services accueillies dans les bureaux de poste.

Les bureaux de poste de facteurs-guichetiers dans les communes de moins de 10 000 habitants.

Les bureaux de poste ouverts moins de 18 heures hebdomadaires dans les communes de moins de 10 000 habitants.

Les La Poste agences communales et La Poste agences intercommunales dans les communes de moins de 10 000 habitants.

Les La Poste relais ou La Poste relais ESS dans les communes de moins de 2 000 habitants.

Les points de contact situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les bureaux de poste à priorité sociale.

L'ensemble des points de contact situés dans les Drom.

LE CONTRAT DE PRÉSENCE POSTALE TERRITORIALE 2023-2025

Le sixième contrat de présence postale territoriale fixe pour 2023-2025 le cadre dans lequel La Poste va contribuer à sa mission de service public d'aménagement du territoire. Focus sur les points essentiels à retenir.

LES 3 SIGNATAIRES



L'État



L'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité



La Poste

LES OBJECTIFS



Consolider la présence de La Poste sur le territoire



Financer la mission d'aménagement du territoire



Favoriser l'inclusion numérique

QUI EST CONCERNÉ



11 195 points de contact éligibles sur les 17 000 présents sur le territoire

LE FINANCEMENT



177 M€ par an de financement public prévu dans le cadre du fonds postal national de péréquation territoriale

CE QUI EST CONFORTÉ



- Le rôle du maire au cœur du dialogue territorial
- L'ambition en matière d'inclusion numérique
- La répartition des ressources en faveur des territoires qui en ont le plus besoin
- Le soutien aux publics les plus fragiles

CE QUI CHANGE



Qualité de service

- Un plan de réduction des fermetures journalières inopinées des bureaux de poste
- Un plan ambitieux d'ouvertures estivales pour renforcer l'accessibilité des points de contact en période de forte affluence
- Un renforcement de l'accessibilité de 1000 bureaux de poste



Gouvernance

- Possibilité pour le quorum de chaque Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) d'engager les fonds de l'enveloppe budgétaire dans la limite de 30 000 euros par an, sans attendre le vote de la CDPPT



POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES MEMBRES DE LA CDPPT DE VOTRE DÉPARTEMENT SCANNEZ LE QR CODE

Traits d'union

795

communes nouvelles ont été créées depuis 2015. Elles représentent 2,4% du total des communes de France, qui en compte près de 35 000.

#dynamiser

Près d'un quart des communes nouvelles créées en France depuis dix ans sont normandes. Ces regroupements ouvrent de nouvelles perspectives de développement mais posent aussi aux collectivités des problématiques d'harmonisation.

P. 12

#accompagner

Dans le département de l'Eure, 200 seniors bénéficient gratuitement d'un service inédit en faveur du bien vieillir chez soi. Conçu par le conseil départemental, en partenariat avec La Poste, ce dispositif concilie les nouvelles technologies et l'accompagnement humain.

P. 14

#connecter

Fin 2022, dans les départements de l'ex-Basse-Normandie, le groupe La Poste a organisé des rencontres « Tous Partenaires ». Ces événements, à destination des élu(e)s et gérant(e)s de communes avec une La Poste agence communale ou intercommunale, ont réuni entre 70 et 100 personnes selon les territoires.

P. 15

295

La Poste agences communales ou intercommunales en Normandie au 31 décembre 2022. Cela représente plus d'un tiers du total des points de contact postaux de la région.

62%

des 17,7 millions de Français de plus de 60 ans déclarent vouloir vieillir à domicile, alors que 12% d'entre eux s'imaginent dans une résidence services.



#dynamiser

La Normandie, championne de France des communes nouvelles

Soulevre-en-Bocage, Frenelles-en-Vexin, Rives-en-Seine... Depuis 2015, la Normandie a vu fleurir de nombreuses communes nouvelles. Réunissant parfois plus de 20 anciennes communes déléguées, comme à Livarot-Pays-d'Auge, ces collectivités ont besoin d'accompagnement pour assurer la transition et se développer.

Depuis la loi de réforme des collectivités territoriales de 2010, 795 communes nouvelles (rassemblant 2 553 anciennes municipalités et 2,5 millions d'habitants) ont vu le jour sur l'ensemble du territoire métropolitain. « L'Orne a été exemplaire avec la création de communes nouvelles », observe Sophie Douvry, présidente de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT). En effet, avec celui de Maine-et-Loire, les départements normands sont ceux qui comptent le plus de communes issues

184 communes nouvelles en Normandie depuis 2015. Cela représente environ 600 000 habitants, soit près de 20% de sa population.

de regroupements. Ainsi, sur la dernière décennie, près d'un quart de ces fusions ont eu lieu dans la région. Le nombre important de communes modestes est à l'origine de la politique d'incitation à la création de communes nouvelles réactivée par l'État. La mutualisation génère des économies d'échelle et ouvre droit à de nouvelles sources de financement. C'est aussi un outil pour assurer le maintien des services publics de proximité et une réponse aux enjeux de société en matière de développement territorial, de transition énergétique et numérique et de services à la personne. Pour relever ces défis, les collectivités concernées ont besoin de partenaires experts et de financeurs. Elles doivent aussi être accompagnées pour assurer la transition. La dynamique impulsée par la naissance d'une commune nouvelle est mise en exergue dans un sondage réalisé en 2019 auprès d'élus par l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF)⁽¹⁾. Toutefois, cette enquête révèle aussi les difficultés inhérentes aux fusions. Au premier rang desquelles figure l'adressage.

(1) Enquête du 23 novembre 2019 réalisée par l'AMF et la Caisse des Dépôts.



« Sans la ville nouvelle, les communes déléguées se seraient trouvées dans une situation financière qui aurait obéré tout investissement. Sa création a permis de concrétiser des projets qui étaient très attendus, comme la réhabilitation du cœur de bourg de Saint-Wandrille. De plus, avec l'augmentation de la taille de la commune, nous avons décroché le label Petites villes de demain. »

Bastien Coriton,
maire de Rives-en-Seine
(Seine-Maritime)



« La création de la commune nouvelle apporte des avantages, dont celui d'avoir accès à des subventions. La disparition des commerces dans les petites communes a pour conséquence d'accélérer l'abandon des maisons et la désertification des bourgs. Rassembler les communes permet de créer une motivation entre élus et un dynamisme fédérateur pour la population. »

Dominique Morel-Gillot,
maire de Passais-Villages
(Orne)



POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE



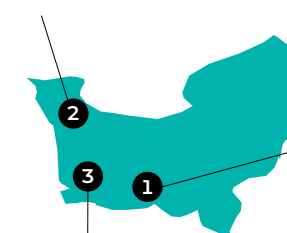
2 CARENTAN-LES-MARAIS (50) 172 km de voirie audités

La ville nouvelle de Carentan-les-Marais, dans la Manche, a mandaté Geoptis, filiale du groupe La Poste, pour effectuer un diagnostic de son réseau routier. À l'aide de caméras embarquées sur le toit de véhicules de La Poste, 172 kilomètres de voirie ont ainsi été examinés. Cet audit a permis d'identifier des chaussées dégradées et de vérifier la qualité du marquage au sol. Les données collectées ont ensuite été transmises à la collectivité avec un inventaire des travaux à mener et une estimation des coûts. Outre la voirie, Geoptis évalue aussi la couverture mobile et la qualité de l'air.



POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE

Carentan-les-Marais



Bagnoles-de-l'Orne-Normandie

Sartilly-Baie-Bocage

3 SARTILLY-BAIE-BOCAGE (50) Réaménagement du centre-ville

À proximité du littoral et à équidistance de Granville et d'Avranches, Sartilly-Baie-Bocage, dans la Manche, poursuit son expansion. La population de cette ville nouvelle résidentielle, née du regroupement de 5 anciennes communes, est en constante augmentation et s'établit désormais à 2 835 habitants au dernier recensement de 2020. Dès sa création, en 2016, la nouvelle équipe municipale a lancé un projet de réaménagement du centre-ville. Les travaux, qui ont débuté en mars 2022, devraient prendre fin cet été. L'investissement global s'élève à plus de 3,7 millions d'euros et est en partie financé par des subventions du département, de la région, de l'État ou encore via le contrat de territoire signé avec la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel - Normandie. Un prêt a également été contracté auprès de La Banque Postale pour un montant de 2 millions d'euros.



1 BAGNOLES-DE-L'ORNE-NORMANDIE (61) La ville livre ses bonnes adresses

La mairie de Bagnoles-de-l'Orne-Normandie a revu la numérotation et la dénomination de ses rues avec l'aide de La Poste. Née en 2016 de la fusion avec Saint-Michel-des-Andaines, cette commune nouvelle présentait sur son territoire plusieurs adresses en doublon. Le travail des livreurs et des aides à domicile s'en trouve facilité, au même titre que celui des secours en cas d'intervention. Cet adressage fiabilisé est aussi un prérequis indispensable au déploiement de la fibre. En début d'année, les nouvelles plaques (381 au total) ont été remises aux riverains par les facteurs.



POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE

#accompagner

Bien vieillir à domicile, une réalité pour 200 seniors de l'Eure

Marier la technologie et l'accompagnement humain pour favoriser l'autonomie à domicile : dans l'Eure, 200 seniors bénéficient gratuitement du pack Maintien à domicile déployé par le conseil départemental, en partenariat avec La Poste.

Vieillir en demeurant chez soi le plus longtemps possible est aujourd'hui une volonté forte des personnes de plus de 65 ans. Pour répondre à ce besoin de société, le département de l'Eure a déployé un pack Maintien à domicile, en partenariat avec La Poste, auprès de 200 seniors de 5 communes : Vernon, Mesnil-en-Ouche, Grand-Bourgtheroulde, Breteuil et Les Andelys. « Le département a intégré *Interreg Connected Communities*, un programme expérimental de grande envergure financé par des fonds européens, explique Ramata Ba, animatrice-coordinatrice de lien social pour les personnes âgées à la direction solidarité et autonomie. Dans ce cadre, il a décidé de lancer un appel d'offres et c'est La Poste qui a été retenue pour mettre en place le pack Maintien à domicile. » Cette démarche, entièrement gratuite pour les bénéficiaires, s'inscrit dans la continuité de l'expérimentation Bien vieillir dans l'Eure, qui avait été menée avec succès en 2019, sur un périmètre plus restreint, avec le soutien de la Conférence des financeurs de l'Eure.

« L'objectif de ce dispositif est de préserver l'autonomie des seniors et de lutter contre l'isolement, explique Raphaël Tamponnet, directeur du développement et des partenariats à la direction santé et autonomie de La Poste. Il s'articule autour de trois besoins : être connecté au monde extérieur, en sécurité chez soi et entouré au quotidien. » Le bouquet de services comprend la tablette numérique Ardoiz, l'éclairage nocturne pour éviter les chutes dans la chambre, les visites de lien social et le portage de médicaments par le facteur. Deux mois après son lancement, l'expérimentation s'avère concluante. Marie Bonin, responsable pilotage et ingénierie en gérontologie à la direction santé et autonomie de La Poste, confirme : « Les impacts sur l'état de santé et le bien-être psychologique dépassent nos espérances. Le dispositif a aussi été testé auprès de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, avec pour effet une diminution de l'anxiété, d'une part, et des troubles cognitifs et comportementaux, d'autre part. »

81% des seniors estiment que le pack Maintien à domicile améliore leur qualité de vie et 90% se déclarent satisfaits des services (source : université de l'Essex).



« Le pack permet de combattre l'isolement mais aussi la solitude de nos aînés. C'est pour cela qu'ils apprécient la tablette Ardoiz : les jeux, les recettes de cuisine et les échanges avec leurs enfants et petits-enfants, souvent éloignés. J'ai une personne de 96 ans qui ne peut plus s'en passer! Le dispositif fonctionne très bien et je constate au quotidien la disponibilité,

la bienveillance et le dévouement des accompagnants postiers. C'est important que La Poste propose des services sur l'autonomie des seniors parce que vieillir chez soi, dans de bonnes conditions, est le souhait de tout le monde. »

Colette Caron, conseillère municipale déléguée en charge des seniors à la mairie des Andelys (Eure)



#connecter

Rencontres annuelles des agences postales : participation en hausse

Fin 2022 se sont déroulées les rencontres « Tous Partenaires » dans trois départements normands.

Organisés par le groupe La Poste, ces événements, dont les deux précédentes éditions avaient dû être annulées en raison de la crise sanitaire, réunissaient des élu(e)s et gérant(e)s de communes dotées d'une La Poste agence communale ou intercommunale. Un focus sur la nouvelle gamme courrier en vigueur depuis le

1^{er} janvier, une sensibilisation à la protection des données – sujet sensible en Normandie particulièrement touchée par des cyberattaques ces derniers mois – et un tour d'horizon des aménagements menés dans les La Poste agences communales ou intercommunales en 2022 étaient à l'ordre du jour. Plus de 70 personnes dans l'Orne, 80 dans la Manche et près de 100 dans le Calvados ont fait le déplacement pour assister à ces rencontres, des chiffres encore jamais atteints à ce jour dans ces départements.



Le 6 décembre à Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, Xavier Charles (à gauche), président de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) du Calvados, intervenait devant des élus.

Un bureau de poste nouvelle génération à Rouen

Après quatre mois de travaux, le bureau de poste de Rouen Jeanne d'Arc, en Seine-Maritime, a rouvert ses portes en novembre dernier.

Il compte parmi les 10 premiers sites retenus sur le plan national en 2022 pour accueillir un bureau nouvelle génération. D'une superficie de 600 m², l'établissement offre différents espaces pour l'accueil du public

(particulier et professionnel) et le conseil bancaire. Entre autres équipements : une borne digitale, une gondole La Poste Mobile et des automates dernier cri, telle une consigne Duo pour déposer ou retirer un colis. Le bureau est aussi pourvu d'une pièce pour le passage du Code de la route et du permis bateau et d'une salle de formation au numérique. À ces sites pionniers succédera une seconde vague avec 80 bureaux supplémentaires à l'horizon de 2024.



Avec l'automate DistriPoste présent dans l'espace d'accueil du bureau de poste de Rouen Jeanne d'Arc, les clients peuvent acheter des enveloppes, des emballages ou des timbres.

« Ce sixième contrat de présence postale renforce le dialogue territorial et la confiance des élus »

MINI-CV

Depuis mars 2020
Vice-président de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire (03)

Depuis mars 2014
Vice-président de l'Observatoire national de la présence postale (ONPP)

Depuis 2010
Vice-président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Depuis sa création, en 2008
Membre de l'ONPP

Depuis 2004
Président de la CDPPT de l'Allier

Depuis mars 1991
Maire de Saint-Gérand-le-Puy (03)



RÉFLEXIONS

Vice-président de l'Observatoire national de la présence postale (ONPP), **Xavier Cadoret** a participé pour l'AMF aux négociations qui ont conduit à la signature du sixième contrat de présence postale territoriale. Pour *Postéo*, il en dégage les principales avancées pour les territoires.

Que reprenez-vous de la mise en œuvre du précédent contrat ?

Il a permis de consolider la confiance entre les élus et La Poste. Ensemble, nous avons pu, grâce à une transparence réciproque dans le dialogue territorial, maintenir un fort niveau de présence sur les territoires alors que la crise sanitaire entraînait la fermeture de la plupart des services publics. La Poste a montré qu'elle était à l'écoute des transformations des territoires. Le fait que le passage 6 jours sur 7 des facteurs soit, pour elle, une valeur ajoutée au cœur de sa stratégie a rassuré les élus.

Quels étaient les enjeux principaux des maires lors de la négociation du dernier contrat ?

Du côté de l'AMF, il s'agissait de préserver cette confiance en évitant notamment la mise en place d'une gestion mécanique des ouvertures/fermetures des points de contact, en fonction de seuils uniformes de fréquentation. Les élus souhaitaient que les solutions soient personnalisées dans une logique locale d'aménagement du territoire au lieu d'être uniformes.

Quels sont les progrès obtenus grâce aux dernières négociations ?

Au-delà des avancées en termes de qualité de service (ouvertures les samedis matin ou jours de marché, en période estivale, lutte contre les fermetures inopinées), ce contrat conforte le dialogue territorial.

Le rôle du maire et des Commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT) dans la réflexion sur l'adaptation de la présence postale aux enjeux locaux de fréquentation est renforcé. Les CDPPT gagnent, par exemple, en agilité et en autonomie pour tester des solutions (mutualisation, nouveaux flux, accompagnement numérique...) qui doivent à la fois assurer la pérennité des activités postales et répondre aux besoins des territoires.

Que devient le rôle l'ONPP ?

Avec la nouvelle autonomie de décision et d'action des CDPPT, l'ONPP sera moins dans le traitement de saisines. Il se chargera toujours de superviser la mise en œuvre du contrat mais il fera en plus le bilan des expérimentations locales de nouvelles formes de présence. Nous serons particulièrement attentifs dans les mois qui viennent à ce que les CDPPT aient les moyens d'expérimenter des solutions innovantes et locales de présence postale et que le précieux dialogue territorial que nous avons ensemble reste constructif.